

Tribune libre

Déclaration du POI

Les peuples d'Europe rejettent l'Union Européenne

7 juin 2009 : Un séisme politique...

Au soir du 7 juin, aucun responsable politique, aucun commentateur n'a réussi à masquer la signification du scrutin : un véritable séisme qui frappe toutes les institutions politiques, et toutes les représentations politiques. Ce 7 juin 2009, par l'abstention massive, les peuples d'Europe ont signifié leur rejet des institutions et de la politique de l'Union européenne. Ce 7 juin 2009 étend à toute l'Europe le NON opposé à la Constitution européenne par les peuples français et néerlandais en mai 2005.

C'est un désaveu de tous les gouvernements et partis institutionnels qui se sont soumis servilement, contre la volonté de leurs peuples, aux exigences de démolition de l'industrie, de l'agriculture, des services publics, exigences dictées par l'Union européenne au service des banquiers et des spéculateurs. D'Est en Ouest et du Nord au Sud, c'est le même rejet : celui des ouvriers de Gdansk qui combattent contre la fermeture de leurs chantiers, celui des travailleurs d'Opel en Allemagne et de Caterpillar en France se dressant contre les plans de licenciements, celui des paysans bulgares et français... Le rejet des « plans de relance » coordonnés dans le cadre de l'Union européenne, qui offrent des milliers de milliards d'euros pour renflouer les spéculateurs financiers faillis. Le rejet des directives qui privatisent les services publics et interdisent toute intervention d'État pour sauver les emplois menacés... Le rejet de l'intégration des syndicats aux plans de l'Union européenne, intégration que les autorités de Bruxelles (appuyées par la CES) veulent imposer aux organisations syndicales pour qu'elles accompagnent les plans de licenciements.

Un rejet... mais tout le monde comprend que c'est déjà plus qu'un rejet. Ce 7 juin, les peuples d'Europe ont exprimé leur volonté de se libérer de la dictature du « libre marché » capitaliste, incarnée par la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne, avec leur instrument : le « prétendu » Parlement européen.

Oui, une volonté s'est mise en marche : la volonté d'opposer, à l'anarchie d'une « construction européenne » soumise aux appétits insatiables des capitalistes et des financiers par ses traités fondateurs (Maastricht et Amsterdam), une union libre des peuples et des nations libres d'Europe ; la volonté des peuples d'Europe de ressaisir leur souveraineté pour imposer l'interdiction des licenciements dans chaque pays, ouvrir la voie à la nationalisation des grands groupes industriels, et à toutes les mesures de salut public qu'appelle la gravité de la crise.

Une volonté qui traduit une exigence : la rupture avec les institutions faillies de l'Union européenne et de ses traités, et le refus des politiques de « rafistolage » de ces institutions préconisées par différentes formations de la « gauche européenne ».

Dans notre pays, en ce soir du 7 juin, tous les responsables et commentateurs politiques mesurent la signification de cette abstention massive. Le peuple travailleur n'a pas suivi ceux qui voulaient lui faire croire que cette élection pouvait constituer (combinée avec les journées d'action « saute-mouton ») une étape dans le combat qu'il aspire à mener en se rassemblant dans l'unité avec les organisations ouvrières contre le gouvernement.

Dès l'annonce des résultats, le Premier ministre Fillon s'est empressé d'en appeler à la réalisation de « l'unité nationale » face à la crise. L'unité nationale à laquelle appelle le gouvernement Sarkozy-Fillon a pour but de faire passer une avalanche de mesures anti-ouvrières déjà planifiées pour les prochaines semaines.

Les plans de licenciements, dont beaucoup ont été différés pour n'être annoncés qu'au lendemain du 7 juin. La procédure d'urgence parlementaire pour faire entériner la loi Bachelot dans les prochaines semaines. C'est toute l'existence de la santé, du système public de santé, de la Sécurité sociale qui est en jeu.

L'annonce par Sarkozy, le 4 juin, que les mutuelles pourraient prendre en charge directement les affections de longue durée couvertes à 100 % par la Sécurité sociale. C'est, en fait, la privatisation de l'Assurance-maladie. Le 5 juin, il a été annoncé que la loi sur la privatisation de la Poste sera soumise au parlement en novembre. La réforme territoriale, préconisée par la commission Balladur, projet de loi d'application prévue à l'automne. Le travail du dimanche, qui ferait l'objet d'une proposition de loi examinée début juillet. Le prêt de main-d'œuvre, avec l'adoption en première lecture à l'Assemblée nationale prévue le 9 juin. Le chômage : l'ancien directeur général de l'Unedic prévoit 900 000 chômeurs de plus dans l'année. Dans la fonction publique, une loi sur la mobilité devrait être adoptée avant la fin du mois de juin afin de permettre d'introduire la notion de licenciement des fonctionnaires. En application de la procédure pour déficit excessif mise en place par la Commission européenne contre la France, des coupes claires dans les budgets publics. La suppression de 35 000 postes de fonctionnaires en 2009. 32 000 personnels précaires de l'Education nationale (AVS/EVS CDD) devraient être licenciés d'ici à la fin juin 2009. Le gouvernement veut imposer en force la masterisation rejetée par les étudiants et par l'ensemble des enseignants dans les prochaines semaines.

Mais Le POI, qui se prononce pour une rupture complète avec les institutions européennes, n'a pas présenté de liste à ces élections. Le POI a concentré toutes ses forces pour aider à réaliser l'unité de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier pour organiser une marche unie de centaines, de milliers de travailleurs pour l'interdiction des licenciements.

Au soir du 7 juin, le POI constate que le rejet massif exprimé par l'abstention traduit l'aspiration des travailleurs et des jeunes à se rassembler, dans l'unité, avec les organisations, pour combattre et bloquer la politique anti-ouvrière du gouvernement et de l'Union européenne.

Le POI rappelle l'invitation lancée à l'ensemble des partis se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie (PS, PCF, PG, NPA, LO) à se réunir dès le 10 juin pour décider, enfin, ensemble, d'organiser la marche unie à Paris pour l'interdiction des licenciements.

Rien n'est plus urgent, rien n'est plus vital que de forger, à tous les niveaux, l'unité pour l'interdiction des licenciements. Dans ce combat, le POI poursuit l'objectif qu'il s'est fixé lors de son congrès de fondation, il y a un an : construire une authentique représentation indépendante de la classe ouvrière.
Rejoignez le POI.

Paris, le 7 juin 2009 – 22 H 30

Les secrétaires nationaux : Claude Jenet, Gérard Schivardi, Jean Markun, Daniel Gluckstein